

Communiqué de presse – 19 janvier 2021

DAMIEN CAREME

— Député européen —

Le harcèlement, lors des maraudes, à la frontière avec l'Italie doit cesser !

Depuis début janvier, l'État, en plus de militariser toujours plus la frontière, harcèle aussi maraudeur.se.s, médecins et bénévoles qui tentent d'apporter le minimum d'aide et de soins aux personnes qui arrivent, chaque jour, chaque nuit, en pleine montagne, dans des conditions hivernales extrêmes.

L'eurodéputé écologiste **Damien CARÊME**, membre de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures au Parlement européen, alerte :

« Les témoignages qui affluent de Montgenèvre sont glaçants. Les équipes d'aidants, médecins et bénévoles, font face à des traitements abusifs infligés par les forces de l'ordre. Dans la nuit du 8 janvier, un maraudeur a été contrôlé quatre fois par deux équipes de gendarmes alors qu'il maraudait dans Montgenèvre. La même soirée, il a été notifié de trois amendes alors qu'il était en possession de son ordre de mission délivré par l'association Tous Migrants, et de son attestation dérogatoire de déplacement en bonne et due forme. »

*« **Je demande : qu'en est-il du principe de fraternité ?** Depuis le début du mois de janvier, la situation ne cesse de se dégrader. Les maraudeur.se.s, qui pourtant continuent d'effectuer leur mission avec les mêmes documents que ceux utilisés depuis le début de la crise sanitaire sans qu'aucune infraction ne soit notifiée, sont désormais verbalisés. Les sanctions tombent de façon totalement aléatoire : une maraudeuse signale ainsi que parfois, l'amende arrive 'sans même qu'un regard ait été jeté à l'ordre de mission ou à l'attestation.' »*

*« Ce harcèlement doit cesser immédiatement. Ces contrôles et amendes sont abusifs. L'État doit réagir tout de suite, pour éviter un drame. Des drames. **Les maraudeuses et les maraudeurs sont les gardiennes et les gardiens de la dignité. Ce sont elles, eux, qui sans relâche, jour et nuit, en toutes saisons et en toutes circonstances, assurent le 'aller-vers ces publics vulnérables'. Un principe en apparence si cher au gouvernement et à sa ministre Emmanuelle Wargon qui n'hésitait pas à le prôner, le 17 octobre dernier lorsqu'elle détaillait les mesures relatives à la campagne hivernale 2020-2021*. Le cynisme est total. La mise en danger d'autrui évidente. Ces pratiques doivent cesser de toute urgence. »***

PLUS D'INFOS : le Collectif Maraude, constitué de plus de 200 citoyennes et citoyens et des associations *Tous Migrants* et *Médecins du Monde*, précise, dans un communiqué de presse publié aujourd'hui, que : « Les maraudeurs et maraudeuses dénoncent ce harcèlement qui n'a pour but que de fragiliser les dynamiques de solidarité qu'elles et ils ont construites depuis 2015. Entre le 8 et le 13 janvier, près d'une trentaine de notifications d'amendes pour non-respect du couvre-feu ont été faites à l'encontre des maraudeurs et maraudeuses. »

CONTACT PRESSE

Claire Byache, collaboratrice du député Damien Carême

claire.byache@la.europarl.europa.eu / +33 6 62 66 11 37